

# **Lettre ouverte conjointe au Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale : Il est temps d'enquêter sur les crimes en Palestine, il est temps de rendre justice**

Lettre ouverte conjointe au Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale

*Le 29 avril 2020,*

**Objet : Plus de 180 coalitions et organisations palestiniennes, régionales et internationales de défense des droits de l'Homme et personnalités font appel à la Cour pénale internationale : il est temps d'enquêter sur les crimes en Palestine, il est temps de rendre justice.**

Son Excellence Madame Fatou Bensouda,

Le 20 décembre 2020, après près de cinq ans d'examen préliminaire, le Procureur de la Cour pénale internationale a soumis à la Chambre préliminaire une demande de décision sur la compétence territoriale de la Cour en Palestine indiquant que « des crimes de guerre ont été ou sont en train d'être commis en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza » et qu'elle avait « identifié les affaires potentielles découlant de la situation qui seraient recevables ». De plus, le Procureur a été convaincu que la compétence territoriale de la Cour s'étendait au « territoire palestinien occupé par Israël » depuis juin 1967, « à savoir la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et Gaza ».

Les 180 coalitions, organisations palestiniennes, régionales et internationales et individus soussignés, dirigés par et incluant des coalitions palestiniennes représentant plus de 200 organisations de la société civile palestinienne, soutiennent massivement les conclusions du Procureur soumises à la Chambre préliminaire. Nous demandons instamment qu'à la lumière du climat d'impunité omniprésent, qui a prévalu pendant plus de cinq décennies dans le territoire palestinien occupé, les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis en Palestine soient tenus responsables devant la Cour pénale internationale.

Le 28 janvier 2020, la Chambre préliminaire a ouvert la procédure au dépôt *d'amicus curiae* pour présenter des observations sur la question de la compétence territoriale de la Cour. Cela a donné lieu à la présentation de 43 mémoires *d'amicus curiae*, dont huit émanant d'États parties, y compris l'État de Palestine, et deux d'organisations intergouvernementales. Parmi ceux-ci, la Ligue des États arabes, qui représente 22 États, et [l'Organisation de coopération islamique](#), qui représente quelque 57 États, tous reconnaissant l'État de Palestine et sa souveraineté exclusive, ont soumis des mémoires à l'appui des conclusions du Procureur. Ces États ne représentent qu'une fraction des [137](#) États qui reconnaissent bilatéralement l'État de Palestine.

Des universitaires, des associations d'avocats, dont le Barreau palestinien, et des organisations non gouvernementales ont déposé des dossiers *d'amicus curiae* convaincantes à l'appui des conclusions du Procureur. Les professeurs palestiniens Asem Khalil et Halla Shoaibi de l'université de Birzeit en Palestine ont souligné que « l'État occupé maintient sa souveraineté » et que toute dépendance aux accords d'Oslo devrait être rejetée comme une violation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Parce que le processus d'Oslo « n'a pas abordé la question des crimes internationaux, les accords ne peuvent être interprétés comme ayant pour but d'empêcher l'État de Palestine de déléguer sa compétence sur ces crimes à un tribunal international ».

En outre, l'avocat et réfugié palestinien, M. Ismail Ziada, d'International-Lawyers.org, dont la maison familiale dans le camp de réfugiés d'Al-Bureij dans la bande de Gaza a été la cible d'un raid aérien de l'armée israélienne en 2014, tuant six membres de sa famille, a soutenu l'affirmation du Procureur selon laquelle les accords d'Oslo ne peuvent pas passer outre le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. En outre, neuf soumissions déposées par des avocats palestiniens et internationaux représentant des victimes palestiniennes, dont de nombreux dossiers représentant des centaines de victimes de Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est, la bande de Gaza et la diaspora palestinienne, ont mis en lumière la compétence territoriale de l'État de Palestine sur les crimes, y compris le crime de persécution dans le Territoire Palestinien occupé.

Les organisations palestiniennes de défense des droits de l'Homme Al-Haq, l'Association Al Dameer pour les droits de l'homme, le Centre palestinien pour les droits de l'Homme (PCHR) et le Centre Al Mezan pour les droits de l'Homme ont, quant à elles, demandé qu'une enquête criminelle immédiate et complète soit menée afin de mettre fin au climat d'impunité généralisé dont jouissent les auteurs israéliens de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, et qu'une enquête de la Cour pénale internationale soit menée dans toutes les parties du Territoire Palestinien occupé. La Palestine a maintenu sa souveraineté légitime depuis la période du mandat britannique sur le territoire situé au-delà de la Ligne verte et, par conséquent, toute enquête criminelle menée par le procureur doit au minimum englober la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et la bande de Gaza, y compris ses eaux territoriales et sa zone économique exclusive.

Bien que les documents des *amici* décrits ci-dessus démontrent un soutien concret et catégorique aux conclusions du Procureur, il existe un soutien encore plus large et plus étendu de l'intérieur de la Palestine, au niveau régional et international, en faveur d'une enquête de la Cour pénale internationale sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis dans le territoire palestinien occupé, y compris les crimes commis contre les travailleurs civils de la santé, les journalistes et les enfants. En outre, nous sommes préoccupés par le fait que les *amici* des États européens opposés au Procureur ne représentent pas les positions des organisations de la société civile de ces pays, qui soutiennent depuis longtemps le travail des organisations de la société civile palestinienne dans leur quête des droits de l'Homme, de la justice, de l'État de droit et de la responsabilité devant la Cour pénale internationale. En conséquence, nous soumettons cette lettre à votre considération avant votre dépôt à la Chambre préliminaire le 30 avril 2020.

Ensemble, les organisations, coalitions et personnes soussignées soutiennent avec force la conclusion du Procureur selon laquelle il existe une base raisonnable pour croire que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ont été et sont commis dans le Territoire Palestinien occupé, que la Cour pénale internationale peut exercer sa juridiction sur l'ensemble du territoire de l'État de Palestine, et soutiennent pleinement, sans plus attendre, l'ouverture par la Cour pénale internationale d'une enquête complète et approfondie sur les crimes internationaux commis en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza. Pour le peuple palestinien, la Cour pénale internationale est véritablement une « cour de dernier recours ». Il est temps que justice soit faite. Il est temps d'ouvrir une enquête.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de notre haute considération,

## **Les 184 signataires**

### ***Organisations et coalitions de la société civile***

Academics for Palestine

Adalah Justice Project

ADDAMEER Prisoner Support and Human Rights Association

Afri – Action From Ireland

Al-Haq – Law in the Service of Mankind

Al Mezan Center for Human Rights

Al Quds, Spain

Aldameer Association for Human Rights

Alwaleed Cherty Association

Amazigh Observatory of Rights and Freedoms

Amnesty International Kelowna – Group 161, Kelowna, British Columbia, Canada

Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP)

Amnesty International-Moroccan Section

Arab Network for Tolerance (ANT)

Arab Organization for Human Rights

Association pour le Jumelage entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF)

Asociación de Mujeres por la Paz – Islas Canarias

Asociación Solidaria con Palestina

Association Belgo-Palestinienne – Wallonie/Bruxelles

Association France Palestine Solidarité (AFPS)

Association of Palestinian Arabs

Atlantic Canada Palestinian Society

Australian Centre for International Justice

Bar Association of Morocco’s Lawyers

Broederlijk Delen

Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS)

Canadian Arab Federation

Canadian Arab Forum of British Columbia

Canadian Arab Society of London, Ontario

Canadian Council for Justice and Peace

Canadian Friends of Sabeel

Canadian Lawyers for International Human Rights

Canadian Palestinian Association of Manitoba

Canadian Palestinian Council

Canadian Palestinian Foundation of Quebec  
Canadian Peace Congress  
Canadian Unitarians for Social Justice  
Canadian Voice of Women for Peace  
Canadians for Justice and Peace in the Middle East  
CanPalNet  
Catholics for Justice and Peace in the Holy Land  
Center for Constitutional Rights  
Citizens Initiatives Association  
CNCD-11.11.11  
Coalició Prou Complicitat Amb Israel (CPCI), including 17 members  
Coalition for Accountability and Integrity – AMAN  
Comité Palestine Israël Méditerranée du Pays de Châteaubriant  
Comités pour le Développement et la Patrimoine (CDP)  
Community Action Center (Al-Quds University)  
Coordinadora Andalusia por Palestina  
Cooperazione Per Lo Sviluppo Dei Paesi Emergenti (COSPE)  
Defense for Children International – Palestine  
Diensten en Onderzoek Centrum Palestina in the Netherlands  
Dignity Forum for Human Rights  
European Coordination of Committees and Associations for Palestine (ECCP)  
Educators for Justice and Peace  
Educators for Justice of Waterloo Catholic Board  
European Legal Support Center (ELSC)  
Euro-Med Coalition for Climate and Social Justice  
Filastiniyat Organization  
Freedom Flotilla Coalition  
Friends of Kashmir Canada  
Gaza Action Ireland  
General Federation of Independent Trade Unions- Palestine  
General Union for Palestinian Woman  
General Union for Palestinian Writers

Global Legal Action Network  
Global Rights Compliance LLP  
Good Shepherd Collective, United States of America  
Health Work Committee  
Hebron Defense Committee  
Habitat International Coalition – Housing and Land Rights Network  
Human Rights & Democracy Media Center – SHAMS  
Humans Without Borders  
Hurryyat – Center for Defense of Liberties and Civil Rights  
Israeli Committee Against House Demolitions (ICAHD) – Finland  
Independent Jewish Voices Canada (IJV)/Voix Juives Indépendantes Canada (VJI)  
International Federation for Human Rights (FIDH)  
Interpueblos – Cantabria  
Ireland-Palestine Solidarity Campaign  
Irish Congress of Trade Unions  
Irish Football Fans Against Israeli Apartheid  
Jerusalem Legal Aid and Human Rights Center  
Jewish Voice for Just Peace Ireland (JVJPI)  
Jewish Voice for Peace Health Advisory Council, USA  
Just Peace Advocates/Mouvement pour une Paix Juste  
Justice for Palestinians, Calgary  
Kotof Elkhair Association  
Labour for Palestine  
La Ligue des droits de l'Homme (LDH) – France  
League for the Defence of Human Rights  
Le Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP)  
Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP)  
Medical Association for the Rehabilitation of Victims of Torture  
Médecins du Monde France  
Mid-Islanders for Justice and Peace in the Middle East  
Moroccan Association for Human Rights  
Moroccan Association of Defence of the Independence of Justice

Moroccan Body for Human Rights  
Moroccan Center for Human rights  
Moroccan Forum for Truth and Justice  
Moroccan Justice Observatory  
Moroccan Lawyers' Union  
Moroccan National body for Protection of Public assets  
Moroccan Network for Defence of Public Assets  
Moroccan Observatory for Public Liberties  
Moroccan Observatory of Prisons  
Mouvement de la Paix  
Mouvement International de la Réconciliation (MIR/IFOR) Muwatin Institute for Democracy and Human Rights - Observer Member  
Non-Violence International  
Novact – International Institute for Nonviolent Action  
Oakville Palestinian Rights Association (OPRA)  
Organization for freedoms of information and expression-Hatim  
Oyoun Foundation for Human Rights  
Pal-Think for Strategic Studies  
Palestina Solidariteit, Belgium  
Palestina Toma la Calle  
The Palestine Institute for Public Diplomacy (PIPD)  
Palestine Legal  
Palestine Link in The Netherlands  
Palestinian and Jewish Unity/Palestiniens et Juifs Unis (PAJU), Montreal  
Palestinian Association of Hamilton  
Palestinian Bar Association  
Palestinian Canadian Community Center - Palestine House  
Palestinian Canadian Congress (PCC)  
Palestinian Center for Development and Media Freedoms – MADA  
Palestinian Centre for Human Rights (PCHR)  
Palestinian Counseling Center  
Palestinian Education Coalition

Palestinian General Federation for Trade Unions

Palestinian General Union of Persons with Disabilities

Palestinian General Union of Teachers

Palestinian Human Rights Organizations Council (PHROC), including 12 members

Palestinian Journalists' Syndicate (PJS)

Palestinian Medical Relief Society (PMRS)

Palestinian National Institute for NGOs

Palestinian Non-Governmental Organizations Network (PNGO), including 136 members

Palestinian Non-Governmental Organizations against Domestic Violence against Women (Al Muntada), including 18 members

Palestinian Solidarity Working Group – Sudbury

Palestinian Working Women Society for Development

PalNetPacific Network of Pacific Mountain Region, British Columbia

Pax Christi

Paz con Dignidad

Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, including 41 members

Plataforma Solidaria Palestina –Valladolid

Première Urgence Internationale

Protection and Sumud Committee

Ramallah Center for Human Rights Studies (RCHRS)

Regina Peace Council

Rif Human Rights Association

Rumbo a Gaza

Social and Economic Policies Monitor – Al-Marsad

Socialist Project

SODEPAZ Solidaridad Desarrollo

Solidarity with Palestine, St. John's

Stand with Kashmir

Stars of hope Society for Women with Disability Empowerment

Syrian Center for Media and Freedom of Expression (SCM)

Teacher Creativity Center

The National Society for Democracy and Law (NSDL)

The Agricultural Development Association (PARC)

The Association of Palestinian Arab Canadian (APAC)

The Christian Palestinian Initiative – Kairos Palestine

The Civic Coalition for Palestinian Rights in Jerusalem

The Independent Commission for Human Rights (Ombudsman Office)

Moroccan Coalition for Human Rights Commissions, including 21 members

The National Association of Human Rights Defenders

The Palestinian Civil Women's Coalition for the implementation of United Nations Security Council Resolution 1325

The Palestinian Coalition for Economic, Social and Cultural Rights – ADALAH, including over 60 members

The Palestinian Initiative for the Promotion of Global Dialogue and Democracy – Miftah

The Rights Forum, Netherlands

The United Church of Canada

Trade Union Friends of Palestine, Ireland

Transnational Institute (TNI), Netherlands

Transparency International

Trócaire

Union Juive Française pour la Paix (UJFP)

Union of Agricultural Work Committees

United Network for Justice and Peace in Palestine and Israel (UNJPPI)

Women's Centre for Legal Aid and Counseling (WCLAC)

World Beyond Wars

World Kashmir Awareness Forum

### ***Individus***

Mr. Mike Jennings, former General Secretary of the Irish Federation of University Teachers, Ireland

Mr. Roger Waters, musician, co-founder of Pink Floyd